



Bulletin de Lyon-Perrache - le 11 mai 2026

Les salaires stagnent, les prix montent... mais la colère aussi !

Des débrayages ont eu lieu dans des usines d'Airbus, notamment à Toulouse, pour protester contre la réduction de 2 400 euros de la prime de participation, malgré des résultats exceptionnels. Dans quelques autres secteurs aussi, les travailleurs se sont mis en lutte pour les salaires. Des mouvements limités en nombre, du moins pour l'instant, mais, face à la radinerie des patrons et aux fins de mois difficiles, seule la lutte paye.

L'offensive patronale

La hausse des prix des carburants causée par la guerre en Iran s'étend sur l'alimentaire. Elle pourrait atteindre 4 à 5 %, selon Que Choisir. Mais les patrons veulent imposer des augmentations qui dépassent rarement 1 %. S'ajoutent à l'inflation et aux bas salaires les licenciements, comme la fermeture annoncée d'ici 2028 de l'usine Stellantis de Poissy, les 161 annoncés à la polyclinique de Pau, les 180 chez Nestlé, ou les 206 salariés d'Arquus Saint-Nazaire, qui produit des véhicules pour l'armée – comme si le secteur de l'armement était peu profitable, surtout en ce moment ! Sans compter tous les contrats précaires, CDD ou intérimaires, non renouvelés, comme les 44 intérimaires de Arquus déjà « remerciés ».

Cette offensive est bien souvent menée par des groupes riches. Le tout avec l'aide du gouvernement qui refuse d'aller piocher dans les 4,96 milliards de profits de Total au premier trimestre 2026, gonflés de 51 % par la guerre et la spéculation, ou dans les 9 milliards de trésorerie de Dassault et les fortunes de tous les profiteurs de guerre. Qui refuse aussi d'imposer des augmentations de salaire, mais multiplie les cadeaux, aides et commandes à ces grands groupes.

Des réponses se multiplient

Pour tenter d'éteindre l'incendie, certains distribuent des primes, comme à Sevesc qui annonce une prime d'intéressement équivalent à un mois et demi de salaire, mais seulement 0,8 % d'augmentation des salaires.

D'autres font dans le mépris, comme la RATP qui a promis une prime de 100 euros, mais uniquement pour le mois de juin. Si les plus grosses primes ont pu apaiser la colère, ça en dit surtout long sur le refus d'augmenter les salaires.

Quant aux autres, elles ne peuvent être vues que comme des insultes et des provocations, et ceux qui y répondent ont mille fois raison de le faire. Comme les 220 membres du personnel administratif et technique de la fac de Nanterre, réunis en AG pour voter la grève reconductible pour la revalorisation de leurs primes, ceux de la fac Montaigne à Bordeaux, qui s'étaient mis en bagarre contre les suppressions de postes, ou la trentaine de travailleurs du Muséum d'histoire naturelle, en grève pour leurs salaires, en passant par les débrayages et grèves dans les labos, pour des augmentations de salaire et une baisse des charges de travail...

Question de priorités

Pour l'instant, ces quelques grèves se font entreprise par entreprise plutôt que tous ensemble. Les syndicats se gardent bien d'appeler à une mobilisation de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Au contraire, ils distillent l'idée que, chacun dans son coin, boîte par boîte, la lutte serait plus facile. Quant aux politiciens de gauche, ils n'ont que la présidentielle de l'an prochain en tête.

Mais qui peut attendre un an dans le mince espoir qu'un autre président, qu'un autre gouvernement pourrait lui permettre de faire le plein et de remplir son caddie ? Les patrons et les actionnaires, eux, ne changeront pas en 2027. Ils se moquent bien des élections ! Heureusement, ce qu'aucun politicien ne pourra faire dans un an, la mobilisation massive des travailleurs peut l'imposer dès demain :

- 400 euros net d'augmentation immédiate pour tous et toutes !
- pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net !
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public et le privé !

La lutte contre les suppressions de poste à la SNCF continue

De nombreux cheminots étaient encore en grève le 7 mai dernier, en particulier chez les contrôleurs de Perrache et de Part-Dieu. Cette journée s'inscrivait dans la suite d'un mouvement régional contre les suppressions de poste qui avait déjà réuni du monde les 10 et 23 avril. Là encore, au-delà des contrôleurs, d'autres collègues se sont mobilisés. Pas seulement par solidarité, mais parce que les réorganisations nous concernent tous !

200 cheminots se sont réunis devant le conseil régional à midi. De quoi donner envie de continuer sur cette voie, en continuant de ne laisser aucune colère isolée.

Le 10 juin, tous en grève !

Au contrôle, au technicentre de Vaise, à Sibelin, si dans la région, les plans de suppression de postes s'accumulent, la réalité est la même à l'échelle nationale. Tout comme les bas salaires et les difficultés à boucler les fins de mois !

C'est pourquoi une intersyndicale cheminote appelle à une journée de grève nationale le 10 juin. Nous faisons face partout aux mêmes attaques : il n'y a aucune raison que nous ne ripostions pas tous ensemble !

La SNCF roule les cyclistes

La SNCF se vante souvent d'être un « acteur majeur de la mobilité bas carbone » et à ce titre de faciliter l'intermodalité train-vélo. Pourtant, TER AURA a annoncé que cet été une réservation vélo à 1 € sera obligatoire sur toutes les lignes. La boîte se garde bien d'expliquer la raison de cette politique : l'insuffisance d'espaces dédiés aux vélos dans les trains, conséquence de son manque d'investissement face à l'augmentation du nombre d'usager utilisant ce moyen de transport.

Haute tension

Des agents SNCF et RATP vont bientôt être équipés de tasers. Pour mettre des moyens dans la répression, les entreprises font des étincelles. Par contre, pour embaucher plus de personnel et rendre gratuits les transports, tout ce qui pourrait faire diminuer les tensions, là, la boîte préfère la mettre en veilleuse.

« Crise pétrolière : les ventes de billets de train bondissent, +12% pour les TER. »

Donc 12% d'augmentation de salaires, ainsi que des embauches suffisantes dans tous les services ?

Quand les poulets arrivent, les basses courent

Récemment l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi visant à criminaliser les rave-party et prévoyant entre 1500€ et 3000€ d'amende pour les participants et jusqu'à 30 000€ d'amende et 6 ans de prison pour les organisateurs. Cette loi liberticide s'inscrit dans un contexte d'interventions policières de plus en plus nombreuses et violentes contre ces rassemblements. Et, elle n'impactera pas seulement les jeunes et des travailleurs dont le seul crime est de ne pas faire la fête selon les codes prescrits par bourgeoisie. Rappelons que l'année dernière à Sibelin, des participants d'une rave-party se sont retrouvés sur le triage en voulant échapper aux forces du désordre qui avaient décidé de matraquer et de gazer à vue !

Israël continue de coloniser et l'Union européenne de brasser du vent

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se sont réunis pour discuter de possibles sanctions à prendre contre les colons israéliens coupables de violences en Cisjordanie et, éventuellement, contre les ministres d'extrême droite qui les soutiennent. Le problème est on ne peut plus d'actualité. Selon des rapports palestiniens, des colons auraient mené plus de vingt attaques à travers la Cisjordanie au cours du week-end dernier, blessant plusieurs personnes et incendiant des maisons. Mais la question des sanctions est un feuilleton à épisodes qui n'aboutit jamais du fait des désaccords entre les pays membres mais aussi, et surtout pourrait-on dire, par manque de volonté politique de sanctionner l'État sioniste. Car si les colons peuvent se montrer violents, c'est qu'ils sont assurés du soutien de l'armée et de tout l'appareil d'État. Mais sanctionner certains d'entre eux, voire imposer des taxes aux produits agricoles produits dans les colonies « illégales », sera un coup d'épée dans l'eau. Comme il n'est toujours pas question de suspendre l'accord de coopération Union européenne-Israël, le reste est du bla-bla pour amuser la galerie.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes :

lyonrhone@npa-revolutionnaires.org